

**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique****Soixante-huitième session**

Bangkok, 17-23 mai 2012

Point 7 b) de l'ordre du jour provisoire

Questions de politique intéressant la région Asie-Pacifique: Étude 2012 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique**Résumé de l'Étude 2012 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique****Note du secrétariat***Résumé*

La reprise en forme de V observée en 2010, après la plongée profonde de la crise financière mondiale de 2008-2009, a finalement fait long feu et l'économie mondiale est entrée dans une seconde phase de la crise en 2011, à la suite d'une brusque détérioration de l'environnement mondial attribuable à l'aggravation de la crise de l'endettement de la zone euro et à la persistance de perspectives économiques incertaines aux États-Unis d'Amérique. Confirmant le pronostic de l'Étude 2011 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, le taux de croissance des économies en développement d'Asie et du Pacifique a diminué substantiellement en 2011 et un nouveau ralentissement était prévu pour 2012 à cause du fléchissement de la demande d'exportations de la région dans les économies avancées et de l'enchérissement du coût des capitaux. Tandis que la région peine à sortir de la crise, les inégalités profondes et croissantes entre les pays de la région et à l'intérieur même des pays sont plus préoccupantes encore. Malgré le ralentissement, l'Asie et le Pacifique resteront la région du monde où la croissance sera la plus rapide et seront l'un des pôles de stabilité de l'économie mondiale. Beaucoup d'économies de la région se heurtent toujours au problème de l'inflation. L'inflation demeurant relativement forte dans certains pays sous l'influence de facteurs internes, cependant que les prix mondiaux des produits de base évoluent de manière inquiétante, le choix en faveur du maintien de la stabilité des prix alors que la détérioration de l'environnement mondial affaiblit la croissance reste un pari difficile. L'injection d'un surcroît de liquidité sur les marchés financiers augmentera le risque de bulles sur les marchés des actifs et le risque d'appréciation du taux de change. Pour les autorités dans la région, l'application, par les pays touchés par la crise, de diverses mesures de restriction des échanges commerciaux ne laisse pas d'inquiéter. Beaucoup de pays de la région ont en outre été victimes de graves catastrophes naturelles qui ont des répercussions profondes dans la région. Malgré l'environnement mondial difficile, la région, grâce à ses fondamentaux macro-économiques solides, reste en relativement bonne position pour protéger son dynamisme économique. En cas de forte pression sur le cours de la croissance, beaucoup de pays disposeraient d'une marge de manœuvre suffisante pour appliquer des mesures de soutien. Le présent document résume l'analyse exposée dans l'Étude 2012 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique au sujet des perturbations mondiales actuelles et des perspectives de la région pour les années à venir. L'Étude contient en outre, cette année, une analyse approfondie des conséquences de la cherté des produits de base sur les choix de politique économique du long terme.

La Commission est invitée à délibérer sur ces sujets et à formuler des recommandations de politique générale pour promouvoir le développement inclusif et durable dans la région.

* Le présent document est soumis plus tard que prévu car les données concernant 2011 n'étaient pas disponibles à la date fixée initialement.

Table des matières

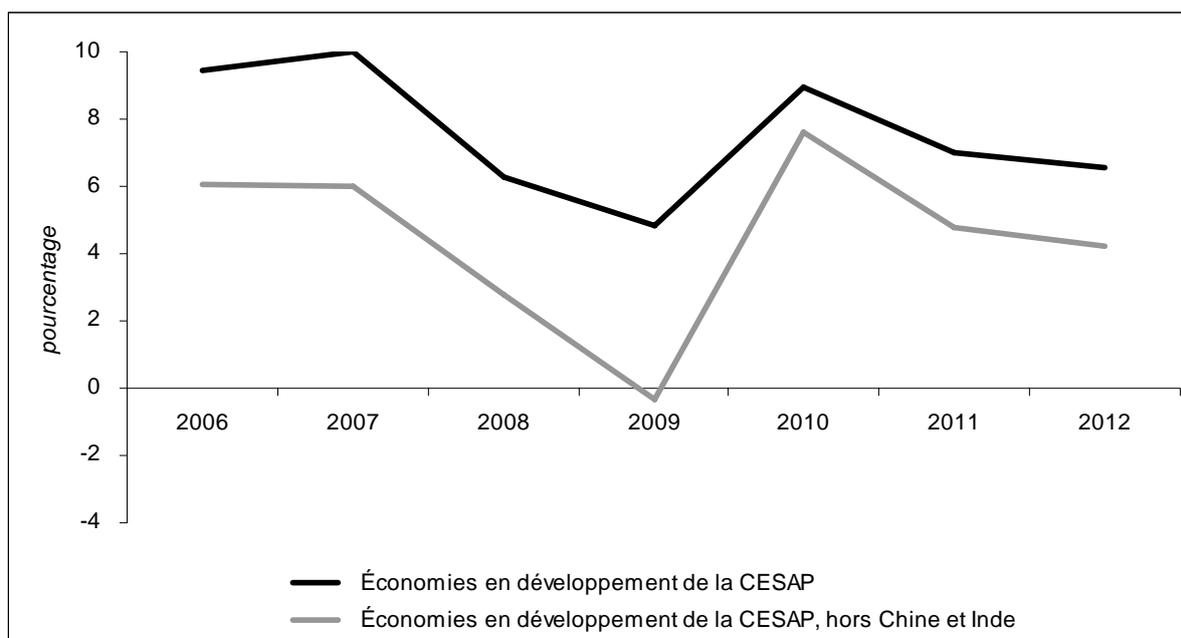
	<i>Page</i>
I. Perspectives de croissance pour 2012	3
A. Seconde phase de la crise	3
B. Risques de dérapage	7
II. Grands problèmes et choix possibles	8
A. Gérer l'équilibre entre croissance et inflation.....	8
B. Maîtriser les mouvements de capitaux	9
C. Remédier au chômage	10
D. Affronter les risques de catastrophe	11
E. Problématique du rééquilibrage.....	12
F. Gouvernance économique mondiale favorable au développement.....	13
III. Vivre avec des prix élevés des produits de base	14
A. Nécessité de maintenir une croissance impulsée par l'activité industrielle	17
B. Échapper à la malédiction des ressources naturelles	19
C. Nécessité d'une intégration économique équilibrée	20
D. S'adapter à la cherté des produits alimentaires.....	21
 Liste des figures	
1. Taux de croissance économique des économies en développement d'Asie et du Pacifique, 2006-2012	3
2. Croissance du PIB réel et prévisions pour les économies en développement de l'Asie et du Pacifique, par sous-région, 2009- 2011	4
3. Inflation des prix à la consommation dans certaines économies en développement de la région de la CESAP, 2010-2012.....	5
4. Variations des coefficients de Gini et valeur la plus récente pour certains pays en développement d'Asie et du Pacifique, années 1990 à 2010	6
5. Endettement public des sous-régions de la CESAP.....	9
6. Le changement de siècle : un palier décisif pour les prix des produits de base	15
7. L'essor de l'Asie, part du PIB mondial	16
8. Part des importations mondiales.....	18

I. Perspectives de croissance pour 2012

A. Seconde phase de la crise

1. La reprise en forme de V observée en 2010, après la plongée profonde de la crise financière mondiale de 2008-2009, a finalement fait long feu et l'économie mondiale est entrée dans une seconde phase de la crise en 2011, à la suite d'une brusque détérioration de l'environnement mondial attribuable à l'aggravation de la crise de l'endettement de la zone euro et à la persistance de perspectives économiques incertaines aux États-Unis d'Amérique. Confirmant le pronostic de l'Étude 2011 sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique¹, le taux de croissance des économies en développement d'Asie et du Pacifique est tombé à 7,0 % en 2011 alors qu'il était de 8,9 % en 2010 (voir la figure 1). Les prévisions annoncent un nouveau recul en 2012, à 6,5 %, dû au fléchissement de la demande d'exportations provenant de la région dans les économies avancées et en raison de l'enchérissement du coût des capitaux.

Figure 1
Taux de croissance économique des économies en développement d'Asie et du Pacifique, 2006-2012



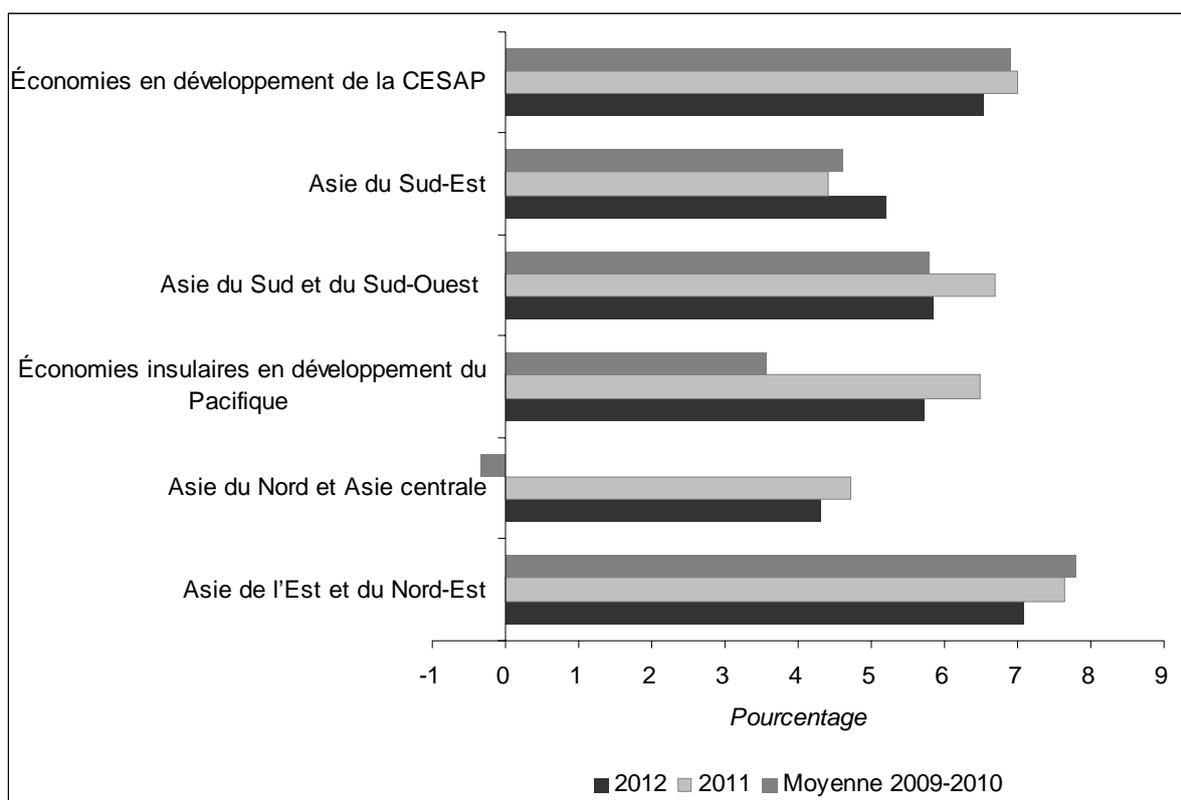
Sources: CESAP, à partir de sources nationales ; Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales du secrétariat de l'ONU, Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012 (publication des Nations Unies, numéro de vente E.12.II.C.2), disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012wesp.pdf ; Fonds monétaire international, bases de données des statistiques financières internationales (Washington, D.C., janvier 2012) ; Banque asiatique de développement, Indicateurs clés pour l'Asie et le Pacifique 2011 (Manille, 2011) ; CEIC Data Company Ltd. (<http://ceicdata.com>) ; site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté des États indépendants (www.cisstatcom/eng), mars 2012.

Notes: Les taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) pour 2011 sont des estimations et ceux pour 2012 sont des prévisions (à la date du 19 avril 2012). Les économies en développement d'Asie et du Pacifique comptent 37 économies (hors celles de l'Asie du Nord et Asie centrale). Les calculs se fondent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB en dollars en 2010 (aux prix de 2000).

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.2.

2. Le freinage de la croissance sera ressenti dans les différentes sous-régions selon le degré d'intégration mondiale de chacune. Suivant les prévisions, le taux de croissance en Asie de l'Est et du Nord-Est tomberait à 7,1 % en 2012 (au lieu de 7,6 %) (voir la figure 2). L'Asie du Nord et Asie centrale, bénéficiant des prix élevés de l'énergie, subirait un ralentissement relativement modéré, la croissance s'abaissant à 4,3 % en 2012. Les économies insulaires en développement du Pacifique auraient globalement une croissance plus faible en 2012, soit 5,7 %, principalement à cause du fléchissement de la croissance en Papouasie-Nouvelle-Guinée, bien qu'un certain nombre d'autres pays doive probablement conserver des résultats relativement stables. Dans la sous-région Asie du Sud et du Sud-Ouest, la croissance se ralentirait à 5,9 % en 2012, au lieu de 6,7 % en 2011, mais cette évolution serait due davantage au resserrement de la politique monétaire qu'au ralentissement mondial. L'Asie du Sud-Est, bien qu'étant une sous-région ouverte où de nombreuses économies pâtissent sérieusement de la situation économique mondiale, devrait obtenir en 2012 une légère augmentation de sa croissance d'ensemble, qui se situerait à 6,5 %, en raison d'un fort redressement de la croissance en Thaïlande après les inondations de 2011. À cause du ralentissement de la croissance, les prévisions indiquent une inflation modérée qui passerait de 6,0 % en 2011 à 4,8 % en 2012 (voir la figure 3)

Figure 2
Croissance réelle du PIB et prévisions pour les économies en développement d'Asie et du Pacifique, par sous-région, 2009-2011

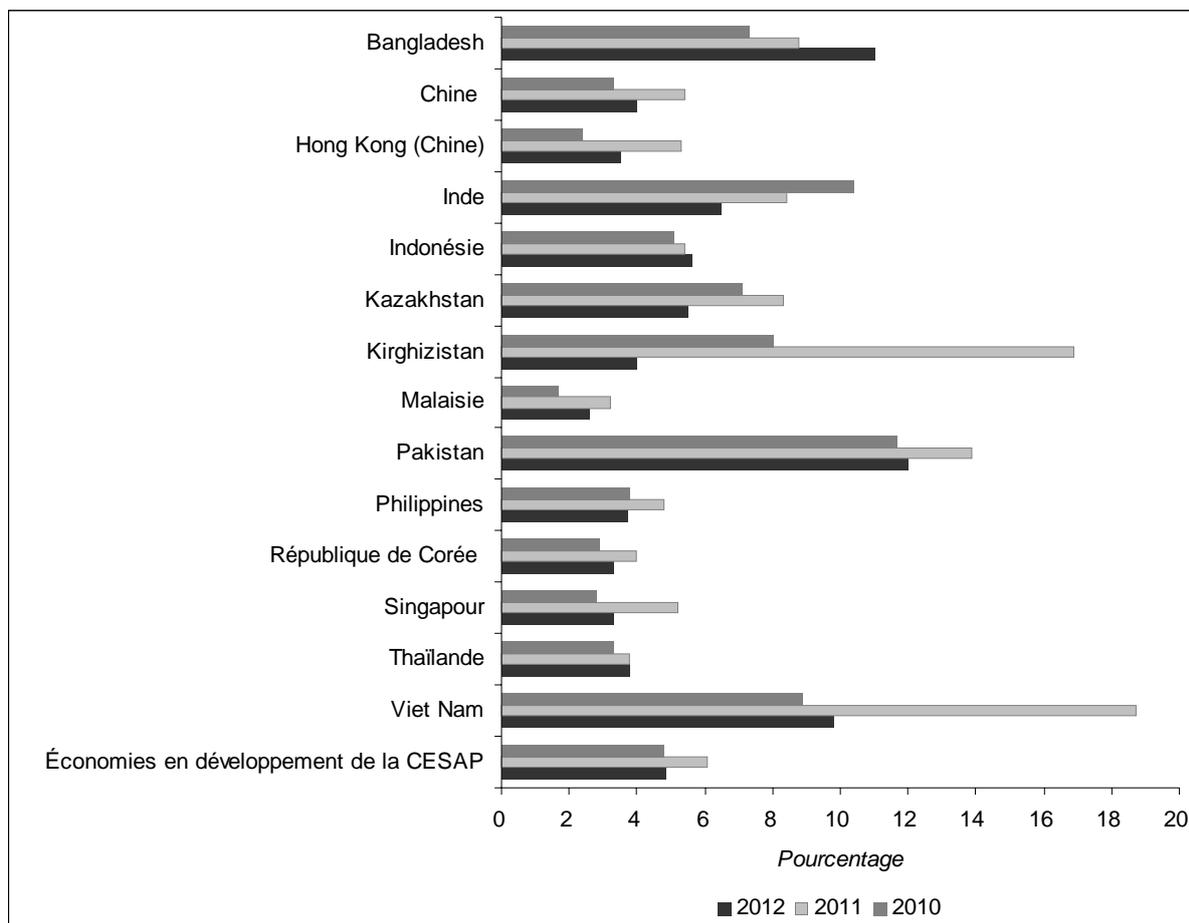


Sources: CESAP, à partir de sources nationales ; Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales du secrétariat de l'ONU, Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012 (publication des Nations Unies, numéro de vente E.12.II.C.2), disponible à l'adresse : www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012wesp.pdf ; Fonds monétaire international, bases de données des statistiques financières internationales (Washington, D.C., janvier 2012) ; Banque asiatique de développement, Indicateurs clés pour l'Asie et le Pacifique 2011 (Manille, 2011) ; CEIC Data Company Ltd. (<http://ceicdata.com>) ; site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté des États indépendants (www.cisstatcom/eng), mars 2012.

Notes: Les taux de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) pour 2011 sont des estimations et ceux pour 2012 sont des prévisions (à la date du 19 avril 2012). Les économies en développement d'Asie et du Pacifique comptent 37 économies (hors celles de l'Asie du Nord et Asie centrale). Les chiffres pour l'Asie du Nord et du Nord-Est excluent le Japon. Les calculs se fondent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB en dollars en 2010 (aux prix de 2000).

Figure 3

Inflation des prix à la consommation dans certaines économies en développement de la région de la CESAP, 2010-2012



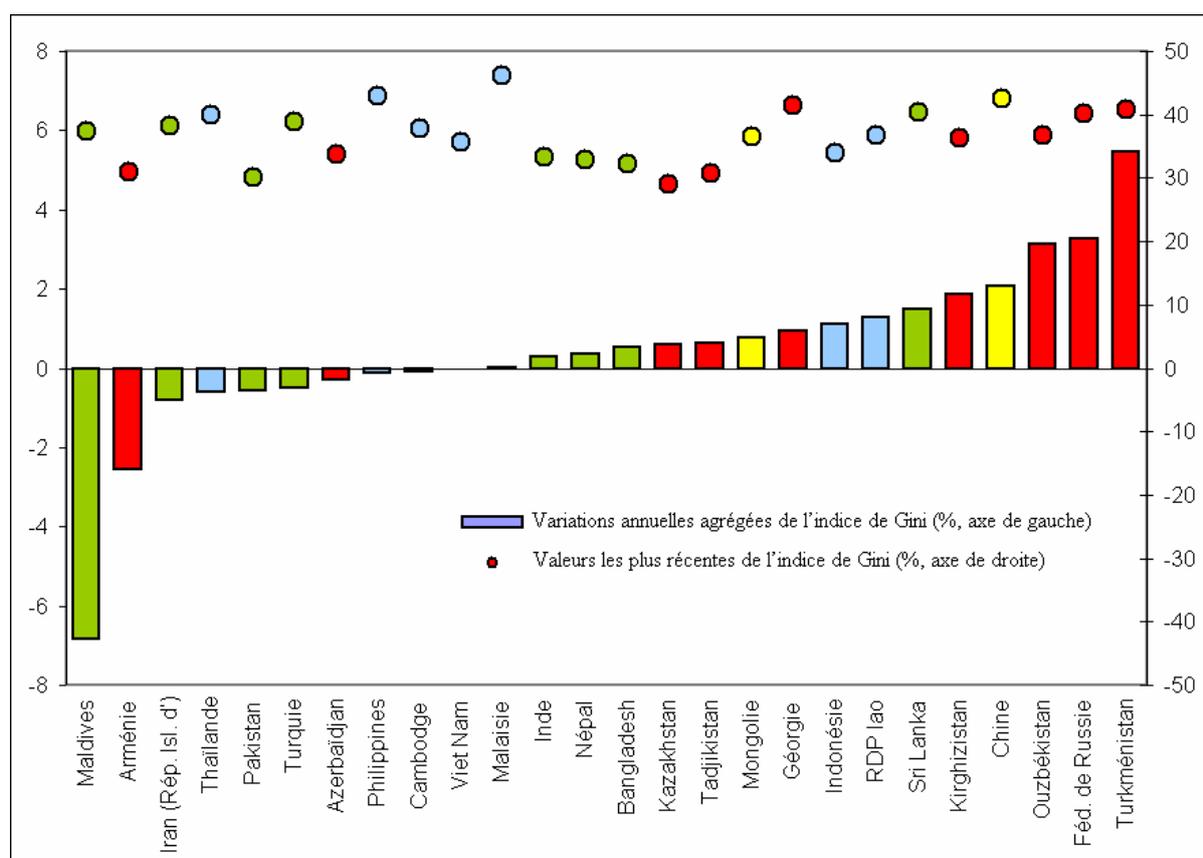
Sources: CESAP, à partir de sources nationales ; Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales du secrétariat de l'ONU, Situation et perspectives de l'économie mondiale 2012 (publication des Nations Unies, numéro de vente E.12.II.C.2), disponible à l'adresse www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012wesp.pdf ; Fonds monétaire international, bases de données des statistiques financières internationales (Washington, D.C., janvier 2012) ; Banque asiatique de développement, Indicateurs clés pour l'Asie et le Pacifique 2011 (Manille, 2011) ; CEIC Data Company Ltd. (<http://ceicdata.com>) ; site Web du Comité inter-États de statistique de la Communauté des États indépendants (www.cisstatcom/eng), mars 2012.

Notes: Les taux d'inflation pour 2011 sont des estimations, ceux pour 2012 sont des prévisions (à la date du 19 avril 2012). Les économies en développement d'Asie et du Pacifique comptent 37 économies (hors celles de l'Asie du Nord et Asie centrale). Les calculs se fondent sur la moyenne pondérée des chiffres du PIB en dollars en 2010 (aux prix de 2000).

3. Alors que les répercussions de la crise atteignent toujours la région, les inégalités profondes et croissantes entre les pays de la région et à l'intérieur des pays mêmes, qu'il s'agisse du revenu ou du progrès social, sont plus inquiétantes encore. L'inégalité des revenus dans les pays en développement d'Asie et du Pacifique se creuse à un rythme alarmant : elle a augmenté de 15 % entre les années 1990 et 2010. Dans ce laps de temps, l'inégalité des revenus s'est accrue dans 16 des 26 pays pour lesquels des données sont disponibles, parmi lesquels les plus grandes économies de la

région comme la Chine, la Fédération de Russie, l'Inde et l'Indonésie, l'augmentation atteignant 4,4 % par an dans les cas les plus préoccupants (voir la figure 4). Le progrès social dans la région est puissamment bridé par les niveaux évidents d'inégalité. Le progrès du développement humain en matière de santé et d'éducation, après ajustement pour tenir compte de l'inégalité, est considérablement freiné dans beaucoup de pays de la région, la perte d'avancement se situant entre 10 % et 30 %. Ces tendances inquiétantes indiquent clairement que le modèle de croissance de la région a besoin d'être rééquilibré en direction de politiques qui diffusent la prospérité en incluant ceux qui ont été laissés en arrière jusqu'alors.

Figure 4
Évolution des coefficients de Gini et valeur la plus récente pour certains pays en développement d'Asie et du Pacifique, années 1990 à 2010



Source: Calculs de la CESAP à partir de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale.

Note: Les sous-régions sont distinguées par la couleur : noire pour l'Asie du Nord et Asie centrale ; gris foncé pour l'Asie du Sud-Est ; gris clair pour l'Asie de l'Est et du Nord-Est ; blanche pour l'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest

4. Malgré le ralentissement, l'Asie et le Pacifique resteront la région du monde où la croissance sera la plus rapide et seront l'un des pôles de stabilité de l'économie mondiale. Les économies motrices de la région poursuivront leur croissance à des rythmes robustes. La Chine devrait avoir une croissance de 8,6 % en 2011, ralentie cependant par rapport aux 9,2 % de 2010. L'Inde, quant à elle, devrait accélérer sa croissance, qui passerait de 6,9 % à 7,5 % en 2012, la modération de l'inflation permettant d'inverser le cycle de resserrement monétaire durant l'année en cours et de libérer d'autant les élans de croissance. Conservant son dynamisme, la région de l'Asie et du Pacifique s'affirme peu à peu comme un pôle de croissance pour les autres régions en développement, c'est-à-dire l'Amérique latine et l'Afrique, qu'elle aide à réduire leur dépendance envers les économies

développées à basse croissance à mesure que le commerce Sud-Sud devient une tendance importante.

B. Risques de dérapage

5. Les projections ci-dessus sont sujettes à des risques non négligeables de dérapage, avant tout celui d'un défaut désordonné sur l'endettement souverain en Europe ou l'éclatement de la zone de l'euro comme monnaie commune qui pourrait raviver la crise financière mondiale. La CESAP estime qu'une crise de ce type pourrait, suivant un scénario du pire, entraîner une perte totale d'exportations de 390 milliards de dollars au cours de la période 2012-13. Les pays qui souffriraient le plus seraient les pays ayant des besoins spéciaux, notamment les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral qui dépendent fortement des marchés des pays avancés et dont les exportations pourraient se contracter de 10 %. La perte d'exportations pourrait provoquer une réduction de la croissance atteignant jusqu'à 1,3 points de pourcentage en 2012 et contrarier la réduction de la pauvreté dans la région de l'Asie du Pacifique au point qu'en 2013, 14 millions de personnes supplémentaires pourraient se trouver vivre en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollars par jour et 22 millions en dessous du seuil de pauvreté de deux dollars par jour.

6. Un autre risque vient de l'inflation et de l'instabilité des prix des produits pétroliers. Beaucoup d'économies de la région se heurtent toujours au problème de l'inflation. Malgré la légère modération observée ces derniers mois, l'inflation reste élevée dans beaucoup d'économies. Les prix alimentaires mondiaux se maintiennent proches des niveaux record. De même, les prix des produits pétroliers ont augmenté ces derniers mois à des niveaux qu'ils n'avaient plus atteints depuis le commencement de la crise, à cause de facteurs non liés à la demande, notamment l'instabilité politique dans les principaux pays producteurs de pétrole. La CESAP estime que, si les prix du pétrole devaient augmenter de 25 dollars pendant une durée prolongée à partir de leur niveau déjà élevé, l'inflation dans les économies en développement d'Asie et du Pacifique monterait sensiblement : de 1,3 points de pourcentage. Les conséquences de l'inflation seraient plus lourdes pour les groupes désavantagés pour qui le rapport de la consommation au revenu est généralement plus élevé et les hausses de prix sont ressenties plus rapidement. Les balances des paiements courants et les soldes budgétaires se détérioreraient aussi vraisemblablement car la plupart des économies de la région sont importatrices nettes et plusieurs pays subventionnent largement le prix des carburants. Une hausse de 25 % des subventions du prix du carburant diesel et de l'essence alourdirait la facture des subventions du prix des carburants en Asie et dans le Pacifique de 17 milliards de dollars d'après les estimations de 2010.

7. Un troisième risque vient des effets des mesures que les économies développées ont toutes chances d'adopter pour soutenir leur propre croissance. Une nouvelle injection de liquidité sur les marchés financiers ainsi que l'écart de taux d'intérêt avec la région de l'Asie et du Pacifique continueront à rendre les marchés des actifs et des devises de la région attrayants pour les investisseurs étrangers, ce qui aggravera les risques de bulles sur le marché des actifs, d'appréciation du taux de change et de pressions inflationnistes. Les autorités dans la région se préoccupent de plus en plus des diverses mesures de restriction du commerce imposées par les pays développés ces derniers mois pour tenter de protéger leurs économies dans un climat de croissance léthargique. Cette évolution pourrait dégénérer en guerre commerciale si les économies d'Asie et du Pacifique adoptait des mesures de rétorsion qui rendraient encore plus difficile la reprise de

l'économie mondiale. Il est important de résister à ces tendances protectionnistes et de conclure positivement les Négociations de Doha menées par l'Organisation mondiale du commerce, afin d'encourager à une plus grande liberté des échanges commerciaux.

8. D'un point de vue positif, la région conserve la marge de manœuvre nécessaire pour lancer des programmes de stimulation budgétaire et abaisser les taux directeurs afin de modérer les répercussions d'une détérioration supplémentaire de l'environnement économique mondial, comme exposé à la section II.A ci-dessous.

9. Le contrecoup de la baisse des exportations vers les pays développés pourrait aussi être amorti par une expansion du commerce intrarégional. Les échanges de ce type augmentent déjà plus vite que le commerce avec le reste du monde : entre 2000 et 2010, les exportations intrarégionales sont passées de 43 % à 50 % du total des exportations. Toutefois, une forte part de ces exportations se compose de biens intermédiaires ou de produits de base qui se dirigent principalement vers la Chine. Il convient d'observer que, par comparaison avec les pays avancés, la consommation en Chine à un contenu d'importations très faible. Pour les exportateurs de biens manufacturés de la région, l'Inde et l'Indonésie offrent des marchés sans cesse plus prometteurs bien qu'à l'heure actuelle, leurs consommateurs aient un pouvoir d'achat inférieur à celui des consommateurs en Chine. Pareillement, les flux intrarégionaux ont aidé les entrées d'investissement étranger direct à se redresser en raison de l'importance croissante des économies d'Asie et du Pacifique comme sources d'investissements de cette catégorie.

II. Grands problèmes et choix possibles

A. Gérer l'équilibre entre croissance et inflation

10. Dans beaucoup de pays de la région, la croissance subira la pression du climat mondial difficile. Grâce à leurs fondamentaux macro-économiques relativement sains et à des ratios bas d'endettement public rapporté au produit intérieur brut (PIB), les économies en développement d'Asie et du Pacifique disposent d'une marge de manœuvre considérable pour soutenir la croissance par des programmes de stimulation budgétaire et un assouplissement des politiques monétaires. Par comparaison avec les autres régions, l'endettement public en Asie et dans le Pacifique n'est généralement pas élevé. En pratique, entre 2001 et 2008, les ratios de la dette publique rapportée au PIB sont tombés de 53 % à 34 % (voir la figure 5) et, malgré la relance budgétaire à l'époque des perturbations de 2008-2009, le ratio n'a été que de 38 % pour l'ensemble de la période allant de 2009 à 2011. Par conséquent, la plupart des économies possède une marge de manœuvre budgétaire considérable. Quelques économies de la région ont déjà annoncé des programmes de stimulation budgétaire au second trimestre de 2011, en réaction à la détérioration de la situation économique. C'est le cas notamment de la Malaisie et des Philippines. Elles ont aussi la marge nécessaire pour abaisser les taux directeurs afin d'assouplir la politique monétaire et de stimuler l'activité économique. L'Indonésie et la Thaïlande, par exemple, ont diminué les taux d'intérêt au dernier trimestre de 2011.

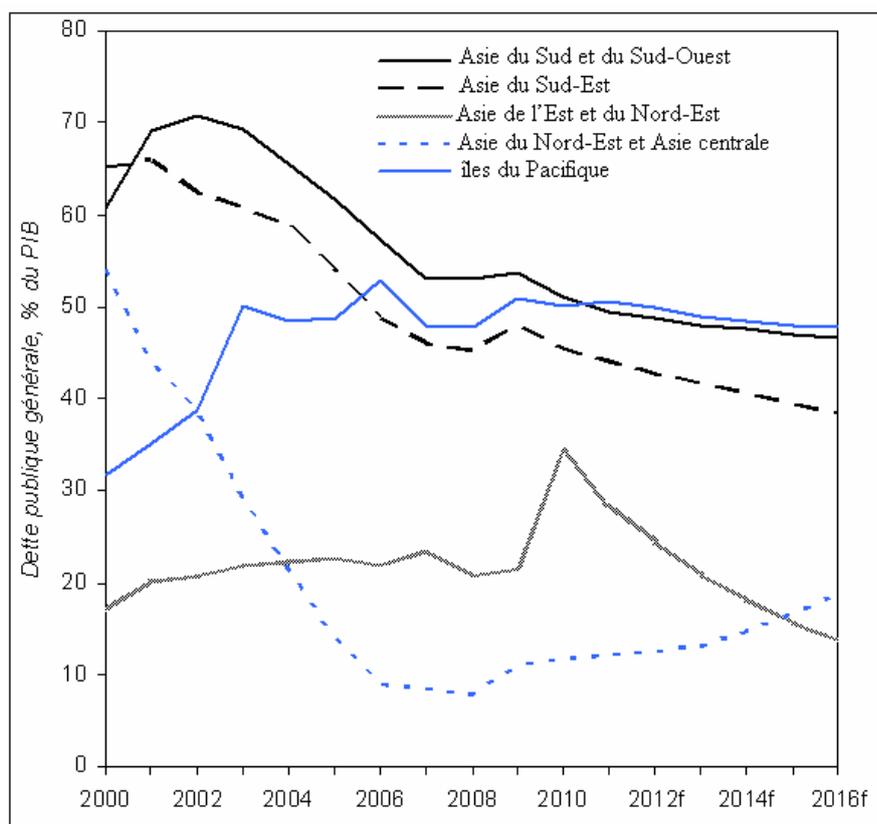
11. La crainte associée à l'adoption de mesures de stimulation dans la région tient à leur effet sur l'inflation. Si l'inflation reste forte malgré le ralentissement de la croissance dû à des facteurs extérieurs, une stimulation supplémentaire soutiendra la croissance mais fera monter l'inflation à des niveaux inconfortables. La politique monétaire, en effet, est un instrument

grossier pour gérer l'inflation car elle consiste à contrôler les hausses des prix externes ou provenant de l'offre en restreignant la demande locale. Les autorités auront donc besoin d'autres moyens de lutter contre l'inflation, par exemple la réduction des impôts ou des tarifs douaniers assortie de la limitation des entrées de capitaux étrangers. Néanmoins, en cas de forte augmentation des prix, la politique monétaire peut être finalement l'instrument le plus efficace avec, toutefois, de fortes répercussions sur la croissance. Il appartient donc aux autorités de définir leur dosage optimal d'inflation et de croissance car il faut, de toute évidence, arbitrer entre le freinage de l'une et l'encouragement de l'autre.

B. Maîtriser les mouvements de capitaux

12. Durant les toutes dernières années, il s'est produit dans la région une recrudescence des flux d'endettement à court terme. Les politiques d'argent facile pratiquées par les pays développés pourraient faire gonfler encore les entrées de ce type car les investisseurs cherchent à s'isoler des risques sur les marchés financiers. Beaucoup de pays de la région pourraient donc se trouver confrontés à une instabilité considérable de leur taux de change qui viendrait compliquer la planification macro-économique.

Figure 5
Endettement public des sous-régions de la CESAP



Source: Calculs de la CESAP et Base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Note: Les ratios d'endettement régional sont des moyennes pondérées basées sur le produit intérieur brut d'un pays dans les années considérées.

13. Les économies d'Asie du Pacifique gèrent traditionnellement l'instabilité des taux de change en accumulant des réserves de devises mais ces réserves ne sont pas toujours suffisantes. Certains pays l'ont reconnu et ont pris des dispositions pour s'assurer d'autres sources d'appui en devises, tout en se tournant également vers les dispositifs mondiaux de sécurité financière que peuvent offrir le Fonds monétaire international, les accords régionaux comme l'Initiative de Chiang Mai et les arrangements bilatéraux de swap de devises comme celui qui a été conclu par l'Inde et le Japon en décembre 2011 pour un montant de 15 milliards de dollars²

14. En outre, étant donné les inconvénients que présente la régulation des flux de capitaux par l'emploi des réserves, les économies de la région utilisent de plus en plus les mesures de gestion de la balance des capitaux. L'Indonésie, la République de Corée et la Thaïlande ont adopté des mesures de ce type en 2010. Cependant, l'augmentation incessante des arrivées de capitaux à court terme instables dans la région a obligé les pays à envisager d'autres mesures comme l'application de restrictions quantitatives des flux de capitaux à court terme et des prêts bancaires pour les investissements non productifs, dans le but d'améliorer la qualité des courants de capitaux. L'analyse faite par la CESAP indique que la vigueur de l'ensemble des mesures adoptées peut contribuer à prévenir des poussées exceptionnellement fortes des courants d'entrée mais elle met aussi en évidence la nécessité d'adapter les instruments aux types de flux contre lesquels le pays doit se protéger. Clairement, les économies d'Asie et du Pacifique peuvent avoir à aménager des mesures de gestion de la balance des capitaux pour garder la haute main en présence de la « nouvelle normalité » caractérisée par la pression pour l'entrée de capitaux à court terme instables dans la région.

C. Remédier au chômage

15. Le taux de chômage en Asie et dans le Pacifique n'a diminué que légèrement puisqu'il est passé de 4,3 % en 2000 à 4,2 % en 2011. La région a toujours devant elle le problème de la montée du chômage car les pays en développement d'Asie ne créent pas suffisamment d'emplois dans le secteur formel. La situation est spécialement défavorable pour les jeunes qui sont trois fois plus susceptibles que les adultes d'être sans emploi. Le taux de chômage des jeunes pour la région de l'Asie et du Pacifique devrait se maintenir à 10,2 % en 2012, d'après les projections. En outre, en 2010, quelque 1,1 milliards de travailleurs de la région occupaient des emplois vulnérables.

16. Il est important de veiller à ce que les salaires augmentent à mesure que la productivité s'améliore. La consommation intérieure pourrait alors agir comme un moteur de croissance plus puissant et provoquer un enchaînement bénéfique : augmentation de la productivité, amélioration des conditions de travail, réduction de l'inégalité et développement durable et inclusif. Il faudrait aussi que les politiques choisies soient conçues pour encourager l'entreprenariat et l'emploi rural et pour favoriser les emplois verts. Des dispositions dans ce sens aideraient les pays à échapper « piège du revenu intermédiaire » où la productivité n'évolue pas au même rythme que la croissance économique. Un dispositif d'intervention macro-économique de sortie de la crise devrait avoir pour but essentiel la réalisation du plein emploi des hommes et des femmes, outre les objectifs

² Times of India, « *India, Japan agree to \$15 billion currency swap* » (disponible à l'adresse : <http://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/India-Japan-agree-to-15-billion-currency-swap/articleshow/11295378.cms>).

de croissance économique, la maîtrise de l'inflation et l'équilibre durable des finances publiques. Le renforcement de la protection sociale peut aider les pays qui cherchent à rééquilibrer les sources de croissance en allant plus loin que la réduction de l'insécurité du revenu pour les populations pauvres. La crise a poussé certains pays de la région, notamment la Malaisie et les Philippines, à envisager d'instaurer des régimes d'assurance contre le chômage. L'Inde, de son côté, a élargi son programme de garantie de l'emploi rural.

D. Affronter les risques de catastrophe

17. En 2011, plusieurs pays ont été gravement touchés par des catastrophes naturelles, à commencer, en février, par un tremblement de terre à Christchurch (Nouvelle-Zélande), suivi par le tremblement de terre et le tsunami de Tohoku au Japon, en mars, et par des inondations sévères dans divers pays dont la Thaïlande et le Pakistan.

18. Au total, les dommages et les pertes subis dans la région en 2011 ont représenté au moins 267 milliards de dollars³. Les répercussions de ces catastrophes sont perceptibles d'un bout à l'autre de la région en raison de l'interdépendance croissante des pays. Ainsi, le tremblement de terre au Japon et les inondations en Thaïlande ont profondément perturbé les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales, particulièrement pour les produits industriels et autres produits manufacturés. De plus, les inondations sévères dans la région de l'Asie du Pacifique ont entraîné des pertes de production dans le secteur agricole dont l'effet s'est étendu à la production alimentaire régionale et mondiale.

19. Dans l'ensemble de la région, les pays ont besoin d'investir davantage dans la réduction des risques de catastrophe, perçue comme une composante essentielle de leur stratégie de développement à long terme. Il faudra notamment protéger les actifs socio-économiques contre les inondations et autres catastrophes, spécialement dans les zones où la croissance économique rapide augmente les risques. Il sera important aussi de préserver et de restaurer les écosystèmes qui amortissent les conséquences des phénomènes naturels, tout en offrant également des solutions de rechange aux habitants des zones à haut risque. Simultanément, les gouvernements devront établir des mécanismes efficaces d'alerte avancée, accompagnés de plans de gestion des situations de catastrophe et de plans de redressement.

20. Dans la mesure où les causes et les conséquences des catastrophes naturelles dépassent les frontières nationales, il est nécessaire en outre d'organiser une coopération internationale. Différents cadres de coopération régionale s'offrent à cette fin aux gouvernements, notamment le Comité des typhons CESAP/Organisation météorologique mondiale (OMM), le Dispositif régional intégré d'alerte rapide multirisques (RIMES) et le Groupe d'experts OMM/CESAP des cyclones tropicaux. Les entités des Nations Unies collaborent également avec l'Association des nations d'Asie du Sud-Est pour renforcer la résistance aux catastrophes naturelles dans le cadre du Plan stratégique ASEAN-Nations Unies de coopération pour la gestion des catastrophes et du Mécanisme ASEAN-Nations Unies de réaction rapide aux catastrophes associées au climat et autres catastrophes.

³ Calculs de la CESAP à partir de données de la base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) (www.emdat.be) du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (Bruxelles).

E. Problématique du rééquilibrage

21. En raison de l'incertitude persistante des perspectives économiques des économies développées, ajoutée à la nécessité de freiner la consommation financée par l'endettement pour parvenir à redresser les déséquilibres mondiaux, un retour à la normalité antérieure à la crise, où les pays développés faisaient fonction de moteurs de croissance pour les pays en développement d'Asie et du Pacifique, est hautement improbable. La région Asie-Pacifique devra rééquilibrer progressivement ses économies en faveur de la consommation et des investissements intérieurs et d'un approfondissement de l'intégration économique régionale. Pour les gouvernements, les moyens acceptables de poursuivre le rééquilibrage des économies en période de croissance limitée comportent notamment l'application d'une série de mesures pour soutenir les futurs foyers de croissance sans pénaliser indûment ceux d'aujourd'hui. Ces mesures devraient comprendre un surcroît d'investissements dans l'infrastructure qui pourraient trouver un appui auprès d'une nouvelle structure financière régionale de financement du développement. La consommation des familles pourrait aussi être augmentée si le besoin d'une épargne de précaution diminuait parce que les pouvoirs publics offraient une sécurité plus grande par des dispositifs de protection sociale plus robustes. Il faudrait, à cette fin, renforcer les régimes d'assurance retraite, d'assurance médicale et d'assurance contre le chômage, par exemple, et augmenter les dépenses pour les services de santé et d'enseignement. Une autre série de mesures devrait s'adresser à l'agriculture afin d'augmenter les revenus dans les zones rurales où vit la majorité des familles pauvres de la région. Beaucoup de pays trouveraient avantage à entreprendre une deuxième « révolution verte » à haute intensité de connaissances en partant du concept d'agriculture durable.

22. Une troisième série de mesures viserait à soutenir le développement de « l'économie verte », qui a pour caractéristique de tenir compte des importants rapports réciproques entre l'environnement comme réservoir de ressources, les systèmes économiques et le développement social, et qui se centre sur les éléments constitutifs du développement durable, allant de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'énergie durable et à l'accès universel à l'eau potable sûre, ainsi qu'à l'assainissement pour tous. L'association des financements publics et des financements privés peut seule fournir les ressources suffisantes. À l'échelon international, des mesures destinées à augmenter les ressources disponibles pour le développement durable devraient faciliter l'accès gratuit ou peu coûteux aux technologies. Ces questions seront examinées particulièrement en 2012 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui doit avoir lieu au Brésil. Les politiques de l'économie verte sont des instruments capables de générer les synergies souhaitables entre la croissance économique et la durabilité environnementale.

23. Enfin, le rééquilibrage dans la région de l'Asie et du Pacifique doit conduire à exploiter le potentiel d'intégration économique régionale. Certes, le commerce intrarégional augmente rapidement depuis 1998 et représentait déjà 54 % des échanges commerciaux en 2008 mais les possibilités sont bien supérieures encore. Jusqu'à présent, les modalités pratiquées pour chercher à exploiter le potentiel de commerce intrarégional en Asie et dans le Pacifique se sont bornées essentiellement à la conclusion de multiples arrangements commerciaux préférentiels sous-régionaux et bilatéraux. À cause des différences concernant les règles, le champ d'application et la portée de chacun, ces arrangements préférentiels ne créent pas un marché de l'Asie et du Pacifique plus vaste et unifié. Un marché intégré panasiatique

plus vaste pourrait faciliter l'exploitation des complémentarités des sous-régions qui, d'après l'analyse de la CESAP, sont considérables et souvent plus grandes que les complémentarités à l'intérieur des sous-régions. Toute tentative de tirer parti des possibilités d'intégration économique régionale doit aussi faire une place au renforcement de la connectivité physique et des contacts de personne à personne en remédiant aux insuffisances manifestes de l'infrastructure matérielle et immatérielle, comme la CESAP l'a observé⁴. La soixante-huitième session de la Commission serait une occasion de dynamiser le programme d'intégration économique régionale en Asie et dans le Pacifique.

F. Gouvernance économique mondiale favorable au développement

24. La manière dont l'économie mondiale est gérée et conduite n'est pas sans enjeu pour la région de l'Asie et du Pacifique, attendu que ses perspectives de croissance sont intensément déterminées par l'environnement économique mondial, comme le montre la section I.A. La région devrait peser de tout son poids collectif dans les assemblées mondiales comme les sommets du G20, où huit pays de la région sont représentés, et les sommets des pays du groupe BRICS, auxquels participent trois pays de la région. Avant tout, les pays de la région d'Asie et du Pacifique doivent pointer l'attention de la communauté internationale sur le besoin de réformes destinées à relancer la croissance et à créer des emplois dans les pays avancés. Les dispositions à cet effet devraient comprendre un programme à moyen terme crédible de redressement des finances publiques et la pratique de politiques macro-économiques responsables afin d'éviter la création excessive de liquidité qui engendre l'instabilité sur les marchés émergents. Plutôt que de capitaux à court terme instables, les économies en développement d'Asie et du Pacifique ont besoin d'un courant de ressources de développement à long terme pour financer leurs déficits croissants dans le développement de l'infrastructure. La région devrait aussi chercher à obtenir l'abandon des mesures protectionnistes de la part des pays développés.

25. Les pays d'Asie et du Pacifique membres du G20 devraient en outre s'attacher à convaincre le Groupe de jouer le rôle d'un haut conseil pour la coopération économique mondiale afin de modérer l'instabilité des prix du pétrole et des produits alimentaires qui perturbe profondément le processus de développement. Pour ce qui concerne l'instabilité des prix du pétrole, tous les grands consommateurs sont membres du G20, ce qui donne au Groupe un pouvoir qui contrebalance celui que le cartel des producteurs, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), exerce sur les marchés pétroliers. La CESAP a proposé que l'OPEP et le G20 définissent un prix de référence « juste » pour le pétrole et conviennent de contenir les mouvements du cours du pétrole dans une certaine marge de fluctuation autour de ce prix⁵. Pour modérer l'instabilité sur les marchés pétroliers, le G20 pourrait en outre créer une réserve stratégique mondiale et libérer les stocks à contre cycle. L'expérience montre que les prix du pétrole baissent quand les grandes économies développées puisent dans leurs réserves stratégiques. Quant à l'instabilité des prix des produits alimentaires, le G20 pourrait prendre des mesures pour contrôler l'activité spéculative sur les

⁴ *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2011: Sustaining Dynamism and Inclusive Development: Connectivity in the Region and Productive Capacity in Least Developed Countries* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.11.II.F.2), Chap. 3.

⁵ *Ibid.*, chap. 1, p. 46.

marchés des produits de base alimentaires et pour réguler la conversion des céréales en biocarburants. Il peut aussi accélérer l'application de l'Initiative de L'Aquila sur la sécurité alimentaire mondiale² qui prévoit la fourniture de moyens de financement aux pays en développement.

26. La région devra également exercer une influence en faveur de l'instauration d'une structure financière internationale plus favorable au développement à partir des discussions au sein du G20. Les propositions importantes avancées par la CESAP à ce sujet comprennent : a) la création d'une monnaie de réserve mondiale, fondée sur les droits de tirage spéciaux, qui pourrait être émise à contre cycle ; b) une taxe mondiale sur les opérations financières, qui procurerait des ressources pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement tout en modérant les mouvements de capitaux à court terme ; c) une réglementation internationale pour restreindre les prises de risques excessifs par le secteur financier. La formule adoptée par le G20, consistant à remédier aux déséquilibres mondiaux en plafonnant les déficits des paiements courants à un pourcentage donné du PIB, est un premier pas dans la bonne direction. Dans ces domaines et dans d'autres, la région de l'Asie et du Pacifique peut coordonner davantage son action, à travers ses huit pays membres du G20, pour faire en sorte que la structure de gouvernance économique mondiale réponde aux besoins de développement de la région. L'ONU devrait jouer un rôle de flèche pour faciliter des consultations largement ouvertes sur les questions mondiales, étant donné l'universalité de sa composition, notamment en donnant aux pays non membres du G20 le moyen de faire connaître leurs vues aux sommets, comme la CESAP le fait à travers son programme permanent de consultations de haut niveau sur les perspectives de l'Asie du Pacifique en vue des sommets du G20.

III. Vivre avec des prix élevés des produits de base

27. L'instabilité des prix des produits de base fait craindre, dans le monde entier, l'inflation, la faim et la pauvreté mais les hausses des prix des produits de base dans le long terme menacent aussi la trajectoire de croissance des pays en développement et risquent d'aggraver les disparités mondiales. Rompant avec la tendance historique à la baisse des prix, les marchés des produits de base sont en pleine expansion depuis 2000 (voir la figure 6) et les taux annuels moyens de hausse des prix s'étagent de 1,8 % pour les boissons à 17,4 % pour les métaux et les minéraux⁷.

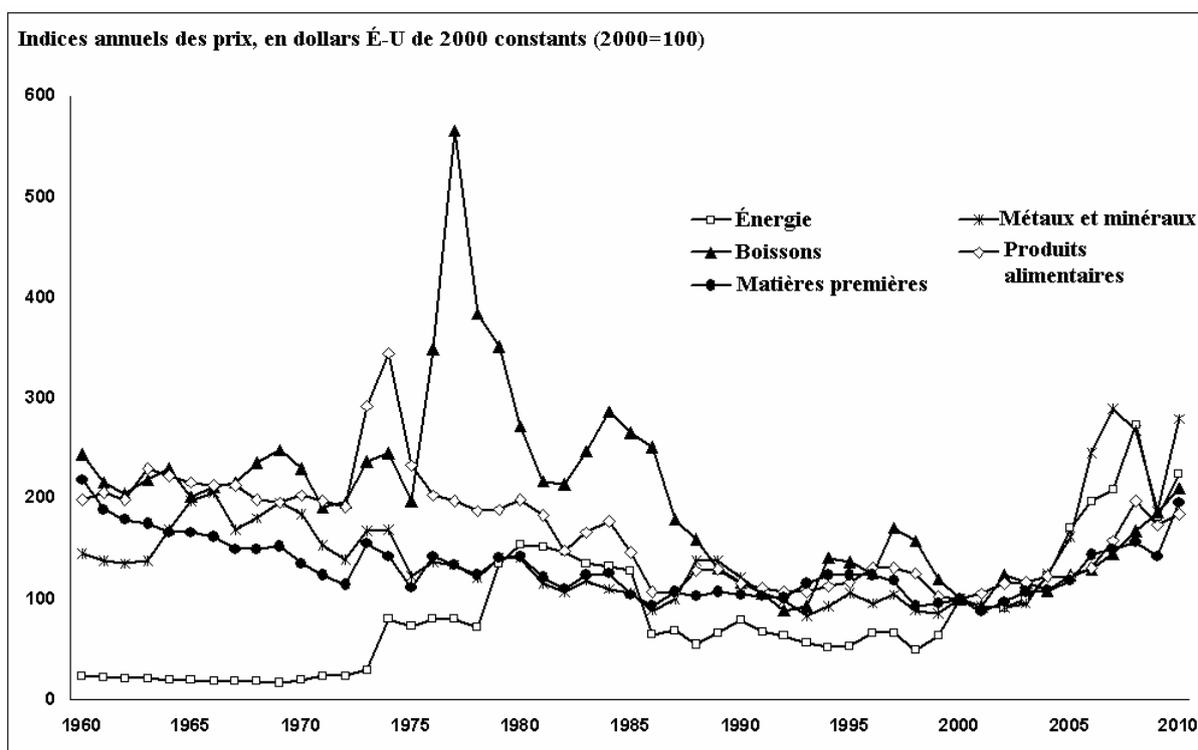
28. Les hausses des prix dans le court terme peuvent résulter de nombreux facteurs, tandis que la tendance de plus long terme à une augmentation s'explique plus simplement. Parmi les causes qui contribuent à l'augmentation des prix figure la croissance économique qui accroît la demande de tout un ensemble de produits primaires destinés à la production, au commerce et aux transports. L'expansion des marchés des produits de base dans les 10 dernières années a correspondu à une période de croissance rapide, impulsée principalement par l'activité manufacturière en Asie, qui a gonflé la demande mondiale de produits primaires et nourri la

² Voir «Déclaration commune de «L'Aquila » sur la sécurité alimentaire mondiale» (disponible à l'adresse : www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/LAquila_Joint_Statement_on_Global_Food_Security%5B1%5D%2c0.pdf).

⁷ CESAP, à partir des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponibles à l'adresse : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (consultées le 27 septembre 2011).

croissance économique dans de nombreux pays à bas revenu fortement dépendants des exportations de produits de base.

Figure 6
Le changement de siècle : un palier décisif pour les prix des produits de base



Source: CESAP, à partir des données de la Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, disponibles à l'adresse : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators> (consultée le 5 avril 2012).

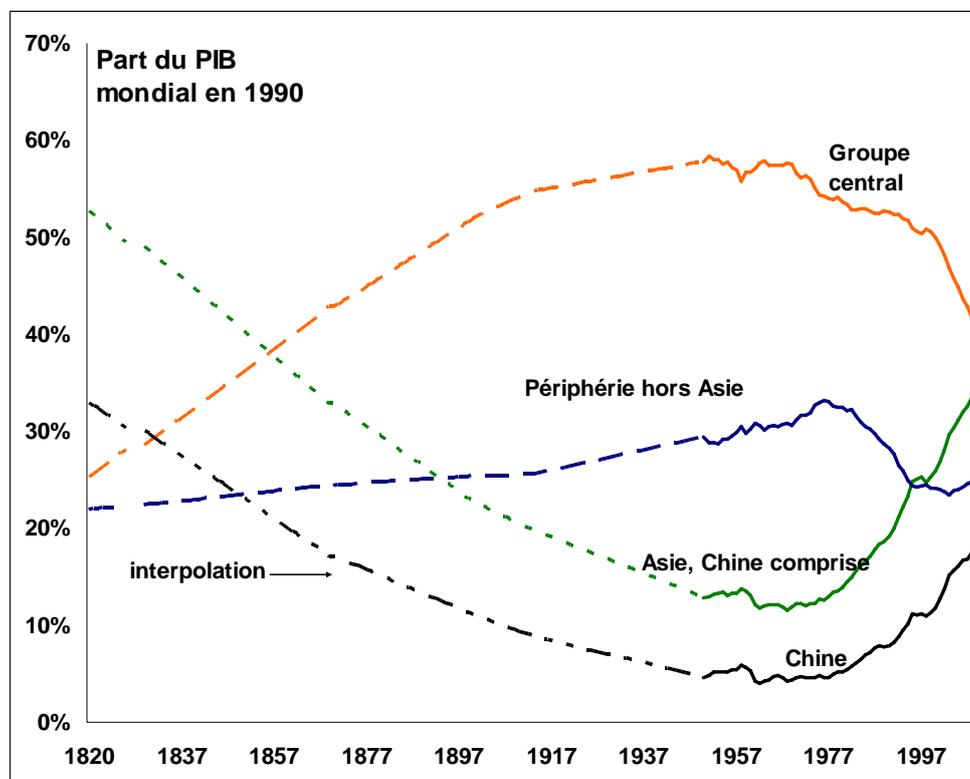
29. Une situation analogue s'est produite au XIXe siècle. La révolution industrielle a grossi la demande de combustibles, de fibres et de métaux, provoquant l'envolée des prix des produits primaires⁸. À la fin des années 1970, un groupe de pays, d'Asie cette fois, a pris place parmi les principaux acteurs mondiaux, provoquant la répétition de ce qui s'était passé 150 ans auparavant. Entre 1979 et 2008, ces pays ont porté leur part du PIB mondial de 13 % à 33 % (voir la figure 7). Les deux principaux foyers de croissance durant cette période ont été la Chine, dont la part du PIB mondial est passée de 5 % à 17 % et l'Inde, dont la part est passée de 3 % à 7 %. Leur croissance rapide s'est propagée aux autres pays asiatiques qui faisaient partie des chaînes d'approvisionnement de la production manufacturière.

30. L'expansion des marchés des produits de base a mis fin à une période séculaire de déclin des termes de l'échange des produits de base. Pour les exportateurs de ces produits, l'amélioration des termes de l'échange est bénéfique. Au contraire, de nombreux pays dépourvus de ressources et à bas revenu supportent des hausses des prix des importations et une baisse du prix international des exportations manufacturées et, par conséquent, une détérioration des termes de l'échange. Les pays pour lesquels les termes de l'échange se sont le plus appréciés durant la période allant de 2000 à 2008 étaient tous grands exportateurs de ressources énergétiques ou de minéraux. En revanche, les pays qui exportent

⁸ Jeffrey G. Williamson, *Trade and Poverty: When the Third World Fell Behind* (Cambridge, Mass., MIT Press, 2011).

principalement des produits manufacturés ont subi une détérioration des termes de l'échange.

Figure 7
L'essor de l'Asie : part du PIB mondial



Source: CESAP, à partir des données de Angus Maddison, *Historical Statistics of the World Economy: 1-2008 AD*, Université de Groningen, Pays-Bas, 2009 (disponible à l'adresse : www.ggdc.net/MADDISON/oriindex.htm, consultée en septembre 2011).

Notes: « Groupe central » correspond à l'Europe occidentale (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède et Suisse) et ses rameaux occidentaux (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande et États-Unis d'Amérique) plus le Japon. « Asie » comprend les pays suivants : Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie (incluant Timor-Leste jusqu'à 1999), Malaisie, Myanmar, Népal, Pakistan, Philippines, République de Corée, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Hong Kong (China) and Taiwan Province de Chine. La « périphérie » correspond au monde en dehors des pays du « Groupe central ».

31. Les conséquences de l'enchérissement des produits de base pour la trajectoire de croissance de ces pays dépend du degré auquel les variations de prix des produits manufacturés et des produits de base font changer, dans chaque économie, les incitations à rechercher ou à éviter d'accroître la diversification et la modernisation. Lors de la révolution industrielle, par exemple, les pays riches du groupe central spécialisés dans l'activité manufacturière ont eu une croissance beaucoup plus rapide que celle des pays périphériques pauvres spécialisés dans les produits primaires, ce qui est à l'origine de la profonde divergence des revenus entre les pays riches et les pays périphériques pauvres, divergence qui existe toujours largement aujourd'hui. Les mêmes facteurs que ceux qui ont contribué à accroître la divergence au XIXe siècle sont à l'ouvrage de nos jours mais la dynamique est plus complexe car elle fait intervenir non pas deux groupes de pays mais quatre : a) les pays développés « arrivés » ; b) les pays « montants », dont la

croissance s'appuie sur l'industrialisation et la transformation structurelle ; c) les pays de « la ruée vers les produits de base », qui profitent des prix élevés de ces produits ; d) les pays « en instance », c'est-à-dire les pays à bas revenu et pauvres en ressources, à qui il reste encore à édifier leurs capacités productives pour gravir les degrés de l'échelle du revenu.

32. La détérioration des termes de l'échange des biens manufacturés crée, pour les pays montants et les pays en instance, des incitations à développer la production et les échanges commerciaux. Les pays de la première catégorie sont en mesure d'augmenter la production de produits nouveaux et d'offrir des services exposés à une moindre concurrence, pour lesquels ils peuvent exiger une rémunération supérieure. Les pays de la ruée vers les produits de base, quant à eux, sont incités à se spécialiser davantage dans les produits primaires.

33. L'asymétrie des incitations résultant de la course aux produits de base et l'interaction des quatre groupes de pays engendrent trois risques d'aggravation des disparités dans le long terme. Premièrement, le risque que certains pays « arrivés », confrontés à un chômage élevé et à une croissance lente, contrarient l'ascension des économies montantes et les empêchent de combler les écarts de revenu. Deuxièmement, le risque que les pays qui bénéficient de la ruée vers les produits de base se retrouvent piégés par la spécialisation dans des activités économiques peu variées qui sont instables et qui se prêtent à la recherche de rentes, réduisant par conséquent les perspectives de croissance dans le long terme, comme le préfigure l'expérience des pays de la périphérie à l'âge de la révolution industrielle. Troisièmement, le risque que les pays en instance, exposés à la baisse des prix de leurs produits manufacturés et à des incitations à se spécialiser dans des activités qui demandent peu de qualifications, s'abstiennent de créer des activités économiques nouvelles et des emplois productifs et descendent plus bas encore sur l'échelle du revenu.

34. Qui plus est, tous les pays courent le risque que la cherté des prix de l'alimentation nuise surtout à leurs populations vulnérables, aggrave la faim et la pauvreté et produise des conséquences économiques et sociales profondes et de longue durée.

A. Le besoin de maintenir une croissance impulsée par l'activité industrielle

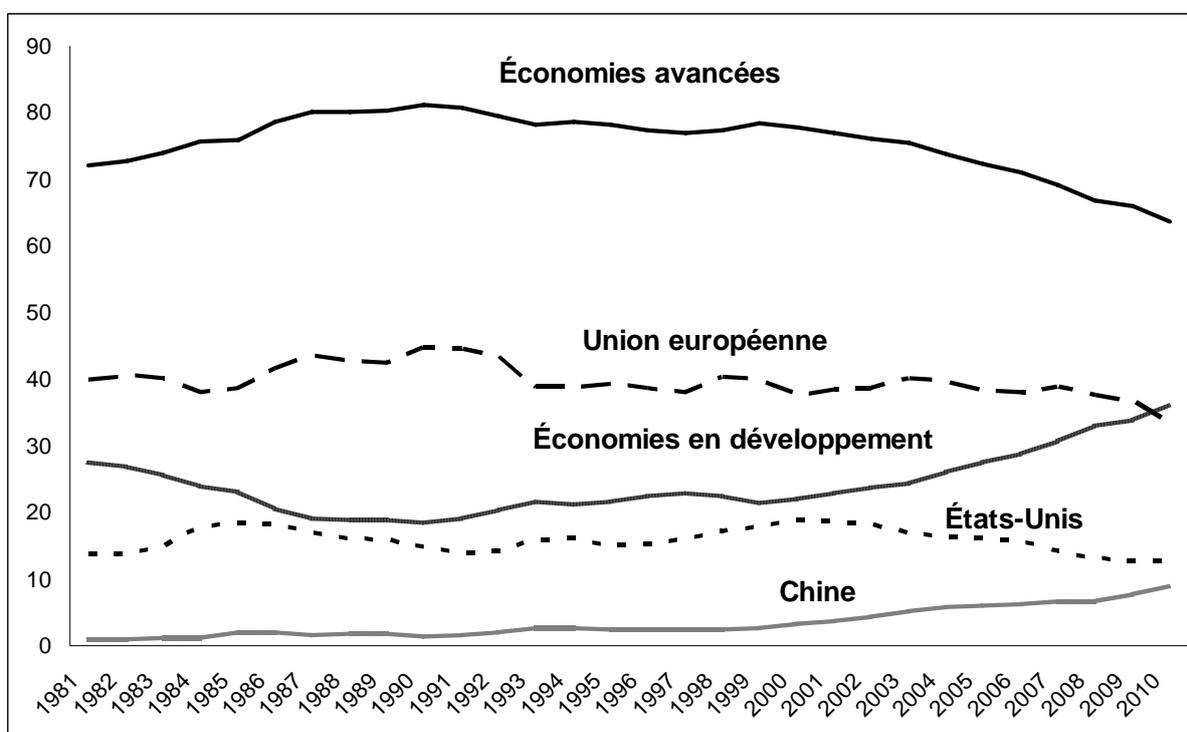
35. Pour les économies en développement d'Asie et du Pacifique, le principal obstacle à la croissance impulsée par l'activité manufacturière n'est pas nécessairement le fléchissement de la demande mondiale. Comme le montre la figure 8, les séries de long terme révèlent qu'avant même que la crise économique de 2008 amène à douter de la durabilité de la croissance alimentée par les exportations, la demande mondiale se déplaçait en direction des économies émergentes et en développement. Les économies émergentes augmentent régulièrement leur part des importations mondiales depuis le début des années 1990. Dans les 10 dernières années, cette part s'est accrue de plus de moitié puisqu'elle est passée d'une moyenne de 22 % en 2000 à 36 % en 2010. La Chine est le pays qui a contribué le plus à cette évolution durant cette période puisqu'elle a triplé sa part des importations mondiales, qui s'élevait à 9 % en 2010. Par contraste, la part des importations mondiales des économies avancées est tombée de 78 % en 2000 à 63 % en 2010. Les États-Unis d'Amérique ont été à l'origine de la plus grande partie de ce déclin puisqu'entre 2000 et 2010, leur part des importations mondiales s'est réduite de 18 % à 12 %. Après

2009, la part de l'Union européenne dans les importations mondiales a baissé elle aussi, perdant trois points de pourcentage.

36. L'importance croissante des économies émergentes comme destination pour les exportations mondiales devrait se maintenir dans l'avenir proche. D'ici à l'année 2020, l'Asie comptera plus que la moitié de la classe moyenne dans le monde et sa population sera à l'origine de plus de 40 % de la consommation mondiale de la classe moyenne.⁹

37. Une menace plus forte peut venir de l'opposition, dans certains pays « arrivés », aux stratégies de croissance hétérodoxes des pays « montants ». De nombreux habitants des pays riches, confrontés au chômage et à une croissance languissante, estiment que les économies émergentes détournent à leur propre avantage les règles de la mondialisation et se livrent à des pratiques commerciales déloyales.

Figure 8
Part des importations mondiales
(Pourcentage)



Source: CESAP, à partir des chiffres de la base de données du Fonds monétaire international, Direction of Trade Statistics, disponibles à l'adresse : <http://elibrary-data.imf.org> (consultée en août 2011).

38. Cette attitude est nouvelle. Auparavant, les pays « arrivés » ne prêtaient guère attention aux politiques économiques non orthodoxes des pays « montants », qu'il s'agisse de la politique industrielle, de la protection de l'industrie naissante, des subventions aux exportations, de la protection commerciale et de la sous-évaluation du taux de change (toutes politiques qui étaient et sont toujours appliquées par les économies aujourd'hui développées)¹⁰. L'usage de ces politiques a emprunté des formes plus

⁹ Homi Kharas, « *The emerging middle class in developing countries* », OCDE, Centre de développement, Document de travail n° 285 (Paris, OCDE, 2010). Disponible à l'adresse : www.oecd.org/dataoecd/12/52/44457738.pdf.

¹⁰ Ha-Joon Chang, *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective* (Londres : Anthem, 2002).

subtiles à partir de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) mais elle n'a pas disparu. À l'heure actuelle, les pays « arrivés » s'intéressent davantage aux pays en développement qu'ils voient comme des concurrents potentiels. Les économies montantes relativement petites peuvent peut-être adopter encore aujourd'hui ces politiques sans rencontrer d'hostilité mais il serait difficile aux plus grandes de suivre la même orientation..

39. Les grandes économies montantes ont un long chemin devant elles avant de rattraper les niveaux de revenu et les autres indicateurs économiques et sociaux caractéristiques des pays « arrivés » et il leur reste encore à diversifier leurs activités et à créer suffisamment d'emplois productifs. Tout en poursuivant sur la voie de la croissance impulsée par l'activité manufacturière, les économies montantes devraient aussi chercher à renforcer la consommation intérieure. Une politique économique inclusive ainsi conçue aurait le double avantage de réduire la pauvreté tout en accroissant la demande globale, soutenant ainsi la croissance même. Un tel objectif pourrait être atteint en augmentant les salaires au rythme des gains de productivité et en garantissant la santé et l'éducation des générations futures, de manière à attirer davantage d'individus pauvres vers l'activité économique productive.

B. Échapper à la malédiction des ressources naturelles

40. Les pays de la ruée vers les produits de base désireux d'atténuer le risque de « syndrome néerlandais » ont besoin de protéger contre la désindustrialisation les secteurs qui sont en concurrence avec les importations et qui ne sont pas exportateurs de ressources, tout en encourageant la diversification économique et les emplois productifs. À cette fin, ils devraient exiger de leurs secteurs des ressources qu'ils créent des liens et des complémentarités avec les secteurs hors-ressources, afin d'encourager la diffusion de la technologie et des connaissances et de faciliter la diversification en direction des produits d'exportation. Les banques de développement, par exemple, pourraient financer des activités économiques nouvelles qui augmenteraient la capacité productive et créeraient des emplois ; elles pourraient en même temps utiliser les rentes procurées par les ressources pour financer le transfert de technologie et l'accumulation de capital. Les pays de cette catégorie devraient aussi enrichir leur capital humain en ingénieurs et techniciens afin de favoriser le progrès technique dans la prospection et l'extraction des ressources et dans le domaine des possibilités de substitution.

41. Les pays de la ruée vers les produits de base devraient également adopter des mesures fiscales qui encouragent une plus forte dépense pour les biens produits sur place et qui rendent le prix des importations moins attrayant, par exemple en décourageant la consommation de produits de luxe importés. À cette fin, ils devraient éliminer les taxes sur les matières premières importées qui sont utilisées par les entreprises locales fabriquant les biens destinés à remplacer les biens importés.

42. Les pays de cette catégorie qui sont relativement pauvres devront aussi adopter des politiques monétaires appropriées. Ils devront éventuellement acheter des devises étrangères pour faire baisser leur taux de change. Ce type de mesure aiderait à constituer des réserves internationales qui protégeraient le pays contre les fluctuations de la balance des capitaux. Afin de neutraliser l'effet monétaire d'une augmentation de l'offre de monnaie nationale, les banques centrales pourraient absorber l'excédent de liquidité en émettant des obligations porteuses d'intérêt. Les pays pourraient

aussi contrecarrer les pressions dans le sens d'une appréciation du taux de change en assouplissant le régime des investissements à l'étranger. L'usage équilibré d'un ensemble d'instruments de politique monétaire atténuerait la difficulté d'éviter les conséquences indésirables, notamment le risque que la hausse des taux d'intérêt attire davantage encore d'entrées de capitaux.

43. Les pays de la ruée vers les produits de base courent en outre le risque que les cours instables des produits de base déstabilisent leur économie. Ils doivent donc utiliser efficacement les flux de ressources et atténuer les pointes et les creux dans les courants de recettes. Une possibilité consisterait à diriger les recettes des périodes d'abondance en les détournant de la consommation immédiate pour les orienter vers les investissements productifs à l'étranger par le canal de fonds souverains. Les générations présentes se donneraient ainsi la possibilité de transmettre la valeur incorporée dans le patrimoine naturel. Par exemple, il y a une trentaine d'années, certains États du monde arabe possédaient du pétrole et à peu près rien d'autre. Ils ont donc décidé de créer un fonds pour que les générations futures, au lieu d'avoir du pétrole, possèdent la richesse générée par une économie diversifiée¹¹

C. La nécessité d'une intégration économique équilibrée

44. Les pays à bas revenu disposant de peu de ressources naturelles mais d'une main-d'œuvre abondante ont une chance d'exploiter les possibilités offertes par le libre-échange pour s'élever sur l'échelle du développement en se tournant vers l'activité manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre. C'est la voie qu'a suivi le Japon pour lancer sa croissance au cours du XIXe siècle. Quand le Japon s'est ouvert au libre-échange, en 1858, il a utilisé son avantage comparatif d'une main-d'œuvre à bon marché pour l'industrie de la soie et du textile afin de stimuler l'industrialisation. De ce fait, ses termes de l'échange se sont appréciés à mesure que le prix de ses exportations à forte intensité de travail augmentait jusqu'à atteindre les niveaux internationaux et que le prix des importations à forte intensité de terres et de capitaux s'abaissait aux niveaux des marchés mondiaux¹². La même évolution s'est produite ultérieurement avec les autres pays d'Asie et du Pacifique à forte intensité de main-d'œuvre qui se sont ouverts au commerce. L'industrie du vêtement qui s'est développée au Bangladesh dans les années 1980 en est une illustration.

45. Cette fois, cependant, les gains procurés par les échanges commerciaux avaient déjà été capturés dès les années 1990 et, depuis 2000, les termes de l'échange pour les pays où la main-d'œuvre est abondante se sont en fait détériorés. Plutôt que de persister dans cette veine, ces pays ont besoin de produire et d'échanger des produits nouveaux et plus complexes. Une fois qu'ils se seront tournés vers un produit nouveau à forte intensité de travail, le prix de ce produit augmentera jusqu'à rattraper les prix internationaux. Le problème, ici, vient de la diminution des prix des produits manufacturés à forte intensité de travail qui réduit l'écart entre le prix d'entrée et le prix sur le marché mondial. Plus l'écart est mince, moindre est l'incitation à entrer sur le marché, ce qui, de toute façon, est toujours risqué pour des pays exposés à toutes sortes de défaillances du marché et des pouvoirs publics.

¹¹ Paul Collier, *The Plundered Planet: How to Reconcile Prosperity with Nature* (Londres, Penguin Books, 2011), p. 9 et 32.

¹² Jeffrey G. Williamson, *Trade and Poverty: When the Third World Fell Behind* (Cambridge, Mass., MIT Press, 2011), p. 71 et 72.

46. Si les pays « en instance » s'abstiennent de créer de nouvelles activités économiques et suffisamment d'emplois productifs, un grand nombre de leurs citoyens émigreront à l'étranger à la recherche d'un sort meilleur. Ce mouvement aura l'avantage de créer des courants d'envois de fonds mais aussi l'inconvénient d'exposer le pays au « syndrome néerlandais ». Les envois de fonds de l'étranger servent généralement à la consommation plutôt qu'aux investissements productifs ; il s'ensuit que les entrées de devises et de biens importés à des prix nettement concurrentiels, que ces fonds provoquent, peuvent parfois étouffer la production locale.

47. Ces pays ont besoin de trouver un équilibre entre les gains de court terme tirés de l'exploitation de leurs avantages comparatifs actuels dans les activités à bas niveau de qualification et la nécessité d'encourager des activités économiques nouvelles pour le long terme. À cette fin, ils devraient réduire leur dépendance envers un petit échantillon d'activités manufacturières à forte intensité de main-d'œuvre et se diversifier en s'insérant dans les chaînes d'approvisionnement des économies montantes. Une ouverture existe en effet dans la mesure où la hausse des salaires dans les économies montantes à croissance rapide peut les conduire à transférer certaines activités en direction des économies « en instance », moins chères.

D. S'adapter à la cherté des produits alimentaires

48. Les prix élevés des produits alimentaires nuisent gravement aux économies en développement à bas revenu, mettant en péril la sécurité alimentaire, poussant l'inflation à la hausse et freinant le rythme de la réduction de la pauvreté. Les conséquences peuvent se lire directement ou indirectement dans les agrégats macro-économiques comme la consommation, les investissements, la production, l'inflation générale, la balance commerciale et la balance des finances publiques. Il en résulte une pression dans le sens de la dépréciation du taux de change, laquelle entraîne une hausse des prix des autres importations et des biens nécessaires à la production. Les salaires sont ensuite touchés à leur tour, ce qui déclenche des anticipations inflationnistes supplémentaires qui peuvent elles-mêmes entraîner une hausse des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt plus élevés ajoutés à un environnement inflationniste découragent alors les investissements nouveaux.

49. Plus important encore, les hausses des prix des produits alimentaires lèsent les pauvres, qui sont acheteurs nets de ces produits, et leur laissent un revenu moindre à dépenser pour d'autres priorités, par exemple la santé et l'éducation. Le préjudice subi peut certes varier suivant le ménage, le produit et le pays considérés mais la cherté des denrées a plus de chances d'augmenter la pauvreté que de la réduire¹³

50. Pour parer à ce risque, plusieurs pays ont réagi à l'augmentation des prix en créant des programmes de protection de l'accès à l'alimentation. L'Afghanistan, par exemple, a adopté un programme d'aide à l'alimentation qui s'adresse aux populations vulnérables. L'Arménie a un programme ciblé de prestations familiales. La Géorgie a un programme ciblé d'aide sociale et un programme général de distribution de bons d'alimentation.

¹³ Maros Ivanic et Will Martin, « *Implications of higher global food prices for poverty in low-income countries* », Policy Research Working Paper No. 4594 (WPS4594) (Washington, D.C., Banque mondiale 2008). Disponible à l'adresse : www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2008/04/16/000158349_20080416103709/Rendered/PDF/wps4594.pdf.

L'Inde a libéré des stocks de réserve de blé et de riz et distribué du blé et du riz aux familles pauvres répondant à certains critères. L'Ouzbékistan a introduit des prestations alimentaires ciblées et des programmes de nutrition maternelle et infantile. La Mongolie distribue des bons d'alimentation à des populations ciblées. L'Indonésie a adopté un programme de subventions du riz pour les pauvres. Les Philippines ont également un programme de subventions pour le riz.¹⁴

51. Quant à la protection sociale, beaucoup de pays en développement d'Asie et du Pacifique ont encore largement à faire : 20 % seulement de la population ont accès à une aide pour les soins de santé ; 30 % seulement des personnes âgées perçoivent une retraite ; 20 % seulement des chômeurs et des personnes sous-employées ont accès à des programmes pour l'emploi comme les indemnités de chômage, les possibilités de formation ou les programmes de travaux publics du type « aliments contre travail ».¹⁵

52. Le plus sûr moyen de réduire les prix des produits alimentaires dans le long terme est d'augmenter la productivité agricole. Les principaux moteurs de l'amélioration de la productivité agricole sont les technologies nouvelles et bonifiées. Certaines pratiques culturales, notamment la culture sans labour, qui consiste à injecter directement les semences dans le sol au lieu de les semer sur la terre labourée, ajoutées à la gestion des déchets et à l'utilisation correcte des engrais, peuvent contribuer à préserver l'humidité du sol, à maximiser l'infiltration de l'eau, à augmenter le stockage du carbone, à réduire le ruissellement des nutriments et à élever les rendements. Il est possible en outre de diminuer l'utilisation des engrais en tirant meilleur parti des sources organiques de nutriments comme les déjections animales, les résidus de récolte et les légumineuses qui fixent l'azote.

53. La biotechnologie offre également de grandes possibilités d'élever la productivité des cultures, du bétail, des pêcheries et des forêts. Alors que l'opinion publique associe généralement la biotechnologie agricole aux modifications génétiques, cette technologie se prête à bien d'autres usages utiles dont la génomique et la bio-informatique, la sélection à l'aide de marqueurs, les procédures diagnostiques, la micro-propagation, la culture des tissus, le clonage, l'insémination artificielle et le transfert des embryons.¹⁶

54. Le téléphone mobile, à son tour, aide les petits agriculteurs à se procurer des informations sur le prix des récoltes et sur d'autres sujets connexes. L'augmentation de la productivité agricole dépendra également du progrès de l'irrigation et de la gestion de l'eau. Les grandes priorités sont notamment les suivantes : augmenter les investissements publics, rationaliser les tarifs de l'eau d'irrigation et de l'électricité utiliser plus équitablement et plus avantageusement les ressources hydrauliques souterraines.

¹⁴ Banque asiatique de développement, *Global Food Price Inflation and Developing Asia* (Manille, 2011). Disponible à l'adresse : www.adb.org/sites/default/files/pub/2011/food-price-inflation.pdf.

¹⁵ Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2009* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.09.II.F.11).

¹⁶ N. Chandrasekhara Rao et S. Mahendra Dev, *Biotechnology in Indian Agriculture: Potential, Performance and Concerns* (New Delhi, Academic Foundation, 2010).

55. Il faut aussi que les pays en développement ajoutent de la valeur à leur production agricole en développant leurs industries agroalimentaires. Une grande partie des investissements nécessaires peut provenir de la participation du secteur privé à la recherche agricole, à la vulgarisation et à la commercialisation, spécialement à un moment où la biotechnologie se répand et où la protection de la propriété intellectuelle se renforce. Pour la croissance agricole, les rendements à attendre des investissements dans la recherche et la vulgarisation sont de beaucoup supérieurs à ceux des autres investissements. Cependant, la participation du secteur privé tend à se borner aux cultures lucratives et aux entreprises des agriculteurs riches en ressources. Il faut donc que le secteur public comble les lacunes en cherchant à régler les problèmes rencontrés au stade d'après la récolte par les agriculteurs pauvres des régions défavorisées. La vulgarisation agricole devrait aussi être améliorée moyennant la participation active des agriculteurs et des organisations non gouvernementales.

56. Il est possible enfin de stimuler la productivité agricole par la coopération Sud-Sud et triangulaire en matière de transfert des connaissances et des technologies, afin d'encourager une seconde révolution verte en Asie et dans le Pacifique. Dans toute la région, de nombreuses institutions produisent des connaissances et des technologies nouvelles en matière agricole et les mettent à la disposition des systèmes nationaux de recherche agricole pour qu'ils les adaptent aux conditions géoclimatiques de chaque pays. Parmi elles figure l'ensemble d'institutions réunies au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.
